

SOCIÉTÉ Ce trouble neurologique qui touche 600 000 Français a été décrété grande cause nationale

LUTTER CONTRE LES PRÉJUGÉS SUR L'AUTISME

GILLES WALLON

Un an pour faire tomber les barrières et améliorer la prise en charge. Les associations d'accompagnement de l'autisme ont de grandes espérances pour 2012, après l'obtention du label « Grande Cause nationale », qui va offrir, pendant douze mois, une exposition médiatique accrue à ce trouble neurologique, conjuguant des handicaps de communication, d'interaction sociale et de comportement.

« Pas une sentence à vie »

Malgré des progrès dans sa détection, l'autisme, qui touche en France 600 000 personnes à des degrés divers, continue de susciter de la gêne, voire de la crainte. « Ce handicap surprend car il est purement mental, impossible à détecter sur quelqu'un dans la rue. Soudainement, on peut faire face à des réactions inattendues, bizarres, déconcertantes », rappelle Delphine Piloquet, déléguée générale de l'association Autistes sans frontières. A l'âge adulte, cette difficulté à suivre « un mode d'emploi social » ferme de nombreuses portes professionnelles aux autistes, « même lorsqu'ils sont bardés de di-

plômes », regrette Delphine Piloquet. Ce trouble peut pourtant être en grande partie rééduqué, surtout s'il est pris en charge très tôt. « L'autisme n'est pas une fatalité, une sentence à vie, irrémédiable, assène Delphine Piloquet. Des autistes légers peuvent mener une vie sociale, amoureuse et professionnelle normale, même s'il restera toujours des traces de leur handicap. »

Pour améliorer leur insertion, les associations misent beaucoup sur l'école, un lieu de stimulation verbale, sociale et comportementale. Moins cher qu'un suivi en institution fermée (70 000 € par an), l'accompagnement des autistes en « école normale » reste néanmoins coûteux (de 25 à 30 000 € par an). En cette année particulière, les associations espèrent que l'Education nationale mettra « les moyens nécessaires ». ■

■ DÉTECTION

Les troubles autistiques sont désormais détectés chez 1 enfant sur 150, alors qu'ils ne touchaient que 1 enfant sur 2 000 il y a une dizaine d'années.



Les associations misent beaucoup sur l'école, lieu de stimulation verbale.

ALZHEIMER

Un régime pour lutter contre le rétrécissement du cerveau

Les vitamines et le poisson, meilleures armes contre Alzheimer ?

Selon une étude publiée cette semaine par la revue scientifique américaine *Neurology*, un régime riche en produits de la mer et en fruits et légumes permettrait de lutter contre la réduction du volume du cerveau ; un phénomène constaté fréquemment chez les personnes âgées touchées par la maladie d'Alzheimer. A l'opposé, un régime trop riche en gâteaux, biscuits et aliments frits accélérerait ce processus de « rétrécissement » du cerveau. L'étude se fonde sur des tests cognitifs, menés sur 104 personnes d'une moyenne d'âge de 87 ans, aux régimes

globalement équilibrés mais avec, pour certains, des carences en vitamine B12 ou en vitamine D. L'expérience menée aux Etats-Unis est la première à examiner précisément les niveaux sanguins des patients pour analyser l'effet d'un régime alimentaire précis sur la mémoire, les capacités cognitives et la taille du cerveau. Les études menées précédemment se basaient sur des questionnaires remplis par les patients. Une méthode moins précise, selon *Neurology*, car il peut y avoir une différence entre ce qu'un patient se souvient avoir mangé et ce qu'il a réellement ingéré. ■

G. W.

DÉPENSES DE SANTÉ

Budget serré pour 1 Français sur 5

Ils vont moins souvent chez le médecin, ou bien renoncent à l'achat d'une partie des médicaments. 19 % des Français ont réduit leurs dépenses de santé ces derniers mois, la faute à un budget trop serré, indique un sondage Obéa pour *Santé Magazine* à paraître le 6 janvier prochain.

Hausse des mutuelles

42 % des sondés renoncent à aller chez le dentiste, et 30 % ne vont plus chez l'ophtalmo, dont les temps d'attente pour obtenir un rendez-vous sont perçus comme excessivement longs. 74 % des sondés déclarent consulter moins souvent, toutes spécialités confondues. Et 69 % disent acheter moins de médicaments. Ces chiffres ne devraient pas s'améliorer, puisque les frais de santé doivent augmenter cette année, avec la

hausse des tarifs des mutuelles, davantage taxées par l'Etat (de 3,5 % à 7 %) dans le cadre des mesures de rigueur.

G. W.



Les Français consultent moins.